



Avril 2014

## Stop au Grand marché transatlantique (TAFTA)

**Le 14 juin 2013, la Commission européenne a obtenu mandat de la part de tous les États membres pour négocier avec les États-Unis le *Transatlantic Free Trade Area* (TAFTA). Cet accord cherche à instaurer un vaste marché de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis, allant au-delà des accords de l'OMC**

Ce projet de Grand marché transatlantique vise le démantèlement des droits de douane restants, entre autres dans le secteur agricole, et plus grave encore, la suppression des « barrières non tarifaires » qui amplifierait la concurrence débridée et empêcherait la relocalisation des activités.

Il conduirait à un nivellement par le bas des règles sociales, économiques, sanitaires, culturelles et environnementales, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis. Ainsi, la production de lait et de viande avec usage d'hormones, la volaille chlorée et bien d'autres semences OGM, commercialisées aux États-Unis, pourraient arriver sur le marché européen. Inversement, certaines régulations des marchés publics et de la finance aux États-Unis pourraient être mises à bas.

Cet accord serait un moyen pour les multinationales d'éliminer toutes les décisions publiques qui constitu

Ce projet pourrait introduire un mécanisme d'arbitrage privé « investisseur-État », qui se substituerait aux juridictions existantes. Les investisseurs privés pourraient ainsi contourner les lois et les décisions qui les gênaient, permettant par exemple aux pétroliers d'imposer en France l'exploitation des gaz de schistes et autres hydrocarbures dits non conventionnels.

Une telle architecture juridique limiterait les capacités déjà faibles des États à maintenir des services publics (éducation, santé, etc.), à protéger les droits sociaux, à garantir la protection sociale, à maintenir des activités associatives, sociales et culturelles préservées du marché, à contrôler l'activité des multinationales dans le secteur extractif ou encore à investir dans des secteurs d'intérêt général comme la transition énergétique.

Au-delà des échanges de marchandises, le Grand marché transatlantique achèverait l'ouverture à la concurrence des échanges immatériels. Le projet

d'accord prévoit d'introduire de nouvelles mesures relatives aux brevets, droits d'auteur, protection des données, indications géographiques et autres formes de la dite « propriété intellectuelle », faisant revenir par la petite porte le défunt ACTA (Accord commercial anti-contrefaçon), refusé en juillet 2012 par les eurodéputés, suite à une large mobilisation des citoyens européens.

Discrètement, de puissants lobbies européens et transatlantiques sont déjà à la manœuvre pour élaborer avec la Commission européenne, seule autorité en charge des négociations au nom de tous les États membres, les termes d'un éventuel accord d'ici 2015.

À l'inverse, les citoyens, les mouvements sociaux, les parlementaires européens, n'ont pas accès aux informations sur les négociations en cours. Le secret sur les textes limite également les capacités des pays en développement d'intervenir, alors qu'un tel accord aurait des répercussions juridiques et sociales sur l'ensemble du monde.

Le Grand marché transatlantique serait une atteinte nouvelle et sans précédent aux principes

démocratiques fondamentaux. Il ne ferait qu'aggraver la marchandisation du monde, avec le risque de régressions sociales, environnementales et politiques majeures. Nous avons réussi à mettre en échec l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1997, puis l'Accord commercial anti-contrefaçon en 2012, qui comportaient les mêmes dangers.

**Citoyens et organisations de citoyens, nous voulons à présent stopper tous ensemble le Grand marché transatlantique et appelons à la mobilisation la plus large et la plus diverse possible, en lien avec les autres mouvements européens et états-uniens, pour contraindre notre gouvernement et l'Union européenne de stopper ces négociations.**



## CINE-DEBAT

### LE COMMERCE EQUITABLE EN QUESTIONS.

#### *Le business du commerce équitable*

**Jeudi 10 Avril 19h30**

Au café associatif la Commune,  
3 Rue d'Aligre Paris 12e  
M° Gare de Lyon/ Ledru Rollin

Projection suivie d'un débat animé par Vincent Guerpillon membre d'attac et militant du commerce équitable.



*Banalisé et labellisé, le commerce équitable est de plus en plus récupéré par la grande distribution et les multinationales en quête de virginité, bien loin de l'objectif de ses créateurs.*

*Pourtant parvenir à une équité dans le commerce mondial est une nécessité vitale*

*En fin de soirée, buffet partagé et ouverture du bar du Café Associatif. garni par les participants*

## Atelier Populaire Economique et Social d'ATTAC Paris 12ème



### **TAXES SUR LES TRANSACTIONS FINANCIERES**

*Taxer la spéculation financière, mesure anti-crise demandée par ATTAC depuis sa création en 1998 est depuis juin 2012 en discussion dans 11 gouvernements de la zone euro mais les lobbies sont à l'oeuvre.*

**Débat animé par Dominique Plihon**

Porte Parole d'ATTAC France  
membre du Conseil scientifique

**Mardi 29 avril à 19h30**

Maison des associations du 12ème  
181 avenue Daumesnil métro Daumesnil

Contact [paris12@attac.org](mailto:paris12@attac.org)

Site Internet [www.local.attac.org/paris12/](http://www.local.attac.org/paris12/)

## VIENS DE PARAITRE



## **REFONDER LES SERVICES PUBLICS**

### **POUR QUOI FAIRE ?**

Conférence débat avec  
**Michel JALLAMION**  
(convergence nationale des services publics)

**JEUDI 17 avril à 19h30**

Maison des associations du 12ème  
181 avenue Daumesnil  
métro Daumesnil

Contacts :  
<http://www.lidhfrance.org/section/paris12/>  
<http://local.attac.org/paris12/> [paris12@attac.org](mailto:paris12@attac.org)

